

Aviation civile

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction générale de l'aviation civile

Direction du transport aérien

Décision du 18 juillet 2012 fixant la liste des usagers mentionnée à l'article 5 de l'arrêté du 16 janvier 2012 relatif à la transmission d'informations préalables à la fixation sur certains aérodromes des redevances mentionnées à l'article R. 224-1 du code de l'aviation civile, en ce qui concerne les aéroports de Paris-Orly et de Paris - Charles-de-Gaulle

NOR : DEVA1226718S

(Texte non paru au *Journal officiel*)

L'autorité de supervision indépendante,

Vu la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires ;

Vu le code de l'aviation civile, notamment ses articles R. 224-1, R. 224-3, R. 224-3-1, R. 224-3-2, D. 224-2, D. 224-3 et suivants ;

Vu le code des transports, notamment ses articles L. 6325-1, L. 6325-2, L. 6325-6 et L. 6325-7 ;

Vu l'arrêté du 16 janvier 2012 relatif à la transmission d'informations préalables à la fixation sur certains aérodromes des redevances mentionnées à l'article R. 224-1 du code de l'aviation civile,

Décide :

Article 1^{er}

La liste des usagers devant transmettre les éléments mentionnés au I de l'article L. 6325-7 du code des transports à l'exploitant des aéroports de Paris-Orly et de Paris - Charles-de-Gaulle dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté du 16 janvier 2012 relatif à la transmission d'informations préalables à la fixation sur certains aérodromes des redevances mentionnées à l'article R. 224-1 du code de l'aviation civile est la suivante :

Air France.
EasyJet.
Federal Express.
Lufthansa.
Vueling.
Royal Air Maroc.
Europe Airpost.
Corsair International.
Transavia.
Aigle Azur.
Air Europa.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Fait le 18 juillet 2012.

Le sous-directeur des aéroports,
Y. TATIBOUET